

PORTANT ATTRIBUTIONS, ORGANISATION ET
FONCTIONNEMENT DES SERVICES RELEVANT DU
DIRECTEUR DE CABINET DU MINISTRE DU
DEVELOPPEMENT RURAL,

LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL,

- VU La Loi N°90-52 du 11 Décembre 1990 portant constitution de la République du Bénin ;
- VU La Décision N°91-042/HCR/PT du 30 Mars 1991 portant proclamation des résultats définitifs du 2ème tour des élections présidentielles du 24 Mars 1991 ;
- VU Le Decret N°91-176 du 29 Juillet 1991 portant composition du Gouvernement ;
- VU Le Decret N°91-218 du 25 Septembre 1991 fixant la composition des Cabinets du Président de la République et des Ministres ;
- VU Le Decret N°91-301 du 31 Décembre 1991 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère du Développement Rural ;
- SUR Proposition du Directeur de Cabinet du Ministère du Développement Rural .

/-2 R R E T E

TITRE I

DES ATTRIBUTIONS

Article 1er.- Le Directeur de Cabinet du Ministère du Développement Rural a pour mission d'assister le Ministre dans la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de Développement Rural.

A ce titre, il est chargé de :

.../...

- élaborer les politiques de développement rural et procéder aux choix des mesures en vue de leur réalisation. Pour cela il s'appuie sur les résultats des analyses prospectives et les évaluations d'alternatives effectuées par la Direction de l'Analyse de la Prévision et de la Synthèse en collaboration avec les Conseillers Techniques et les autres Directions ;

- orienter les activités des Directions du Ministère, des CARDER et des Etablissements Publics dépendant du Ministère dans le sens de la réalisation des objectifs définis dans le cadre de la politique de développement rural ;

- animer coordonner superviser les actions des Directions du Ministère, des CARDER et des Etablissements Publics dépendant du Ministère et prendre les mesures correctrices concernant les structures et les moyens ;

- procéder à toutes les inspections auprès des structures dépendant du Ministère sur les sujets dont le contenu et la portée sont définis par le Ministre ;

- décider en dernière analyse de l'affectation des dossiers aux Directions et procéder aux arbitrages nécessaires ;

- veiller à l'exécution des instructions du Ministre et des décisions du Gouvernement ;

- expédier les affaires courantes en l'absence du Ministre, sur les instructions du Ministre chargé de l'intérim ;

- présider les réunions de cabinet et du comité consultatif et en rendre compte au Ministre.

TITRE II

DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

Article 2. - Pour accomplir sa mission, le Directeur de Cabinet du Ministère du Développement Rural dispose :

- de Conseillers Techniques ;
- de Responsables de programme ;
- d'un Secrétariat Administratif.

Article 3.- Le Directeur de Cabinet est assisté d'un Adjoint.

CHAPITRE I DES CONSEILLERS TECHNIQUES

Article 4.- Les Conseillers Techniques s'occupent, sur instructions du Ministre ou du Directeur de Cabinet, des sujets qui constituent une priorité ou qui intéressent plusieurs Directions Techniques et qui nécessitent un arbitrage.

Ils assistent le Ministre chacun dans le domaine qui lui est assigné, en relation avec le Directeur de Cabinet.

Dans tous les cas, ils ne doivent s'ingérer dans les activités quotidiennes des Directions Techniques.

Article 5.- Les Conseillers Techniques sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre du Développement Rural.

Article 6.- Les attributions des Conseillers Techniques sont déterminées par le Ministre.

CHAPITRE II DES RESPONSABLES DE PROGRAMMES

Article 7.- Les Responsables de programmer, du Ministère du Développement Rural, assument pour l'ensemble du Ministère, chacun dans son domaine de compétence, et en s'appuyant sur la Direction de l'Analyse, de la Prévision et de la Synthèse, une mission de traduction en programmes et budgets d'investissement des grandes orientations de la politique agricole et du suivi de leur exécution.

Leurs attributions comprennent notamment :

- La définition des objectifs et des programmes des Directions Techniques et des CARDER à partir des grandes orientations de la politique de développement rural du Ministère.

- L'affectation à ces différentes unités des budgets d'investissements et d'opérations correspondants.

- Le suivi, le contrôle et l'évaluation de l'exécution des programmes.

.../...

Article 8.- Les Responsables de programmes placés sous l'autorité du Directeur de Cabinet, sont au nombre de trois à savoir :

- Responsable de programmes chargé de la production et des échanges ;
- Responsable de programmes chargé des ressources naturelles et de l'environnement ;
- Responsable de programmes chargé de la promotion du monde rural.

Article 9.- Le Responsable de programmes, chargé de la production et des échanges, a pour mission de planifier, budgétiser et évaluer les projets et programmes se rapportant à l'augmentation de la production et des échanges.

Article 10.- Le Responsable de programmes, chargé des ressources naturelles et de l'environnement, a pour mission de planifier, budgétiser et évaluer les projets et programmes se rapportant à la préservation, au développement des ressources naturelles et à la protection du patrimoine écologique national.

Article 11.- Le Responsable de programmes, chargé de la promotion du monde rural, a pour mission de planifier, budgétiser et évaluer les projets et programmes ayant pour vocation d'appuyer les individus, les organisations et les entreprises opérant dans le secteur rural, et notamment les projets de promotion des jeunes ruraux et des activités de la femme rurale.

Article 12.- Les Responsables de programmes sont nommés par arrêté du Ministre du Développement Rural sur proposition du Directeur de Cabinet.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes conditions.

CHAPITRE III DU SECRETARIAT ADMINISTRATIF

Article 13.- Le Secrétariat Administratif, placé sous l'autorité du Directeur de Cabinet est chargé :

- de l'enregistrement du courrier ordinaire qu'il soumet au visa du Directeur de Cabinet ;

.../...

- de la ventilation du courrier conformément aux instructions du Directeur de Cabinet du Ministère ;
- de la réception et de l'envoi des messages téléphonés ;
- de la préparation du courrier départ à la signature du Ministre ou du Directeur de Cabinet ;
- de toutes autres tâches de secrétariat à lui confier par le Directeur de Cabinet.

Article 14.- Le Secrétariat Administratif à sa tête un Chef Secrétariat nommé par arrêté du Ministre sur proposition du Directeur de Cabinet.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes conditions.

TITRE III

DES DISPOSITIONS DIVERSES

Article 15.- Il est institué sous la présidence du Directeur de Cabinet un Comité consultatif comprenant :

- le Directeur Adjoint de Cabinet
- les Conseillers Techniques
- le Chef de Cabinet
- les Directeurs Techniques
- un Représentant du Personnel.

Article 16.- Le Directeur de Cabinet et le Directeur Adjoint de Cabinet, sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre du Développement Rural.

Article 17.- Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet pour compter de sa date de signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

COTONOU, LE 20 JANVIER 1992

LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL,


Mama ADAMOU-N'DIAYE.-